

Les enjeux de la production et de la commercialisation du lait local au Sénégal

The challenges of local milk production and marketing in Senegal

Serigne Moussa DIA, (Enseignant-Chercheur, Docteur)

*Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Sciences Sociales (LIRSS),
Economie Management Et Ingénierie Juridique (ECOMIJ)
Université Alioune DIOP de BAMBEY (UAD), Sénégal.*

Adresse de correspondance :	*Faculty of Economics and Management, Alioune Diop University, Bambey, Senegal *Montpellier Business School, Dakar, Sénégal, Route de Méridien, Dakar, Sénégal.
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	DIA, S. M. (2024). Les enjeux de la production et de la commercialisation du lait local au Sénégal. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 5(3), 60-80. https://doi.org/10.5281/zenodo.10801912
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: February 02, 2024

Accepted: March 07, 2024

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 5, Issue 3 (2024)

Les enjeux de la production et de la commercialisation du lait local au Sénégal

Résumé :

Cette étude approfondie met en lumière l'importance capitale de la production, de la commercialisation et des mesures fiscales liées à la filière laitière au Sénégal. Cette filière joue un rôle crucial dans l'économie nationale, contribuant significativement à la création d'emplois, à la génération de revenus et à la revitalisation des zones rurales. Malheureusement, elle fait face à des défis majeurs, dont la concurrence féroce des importations de lait en poudre bon marché et une fiscalité défavorable qui entrave son plein potentiel.

Néanmoins, la filière laitière locale demeure un pilier essentiel de l'économie sénégalaise et revêt une importance capitale pour la sécurité alimentaire de la population. Pour assurer sa viabilité à long terme, des mesures stratégiques s'avèrent nécessaires. Cela implique notamment la mise en place de régulations pour équilibrer le marché du lait et encourager les investissements des industriels dans la collecte.

L'étude repose sur une méthodologie rigoureuse, impliquant des collectes de données auprès des différentes parties prenantes de la filière laitière. Une revue documentaire approfondie, incluant l'analyse de rapports de la dernière décennie, a été réalisée pour évaluer les enjeux organisationnels, la distribution des produits et les mesures incitatives nécessaires pour renforcer les investissements dans cette filière cruciale. Ces résultats offriront des bases solides pour des recommandations ciblées visant à soutenir et à dynamiser la filière laitière au Sénégal.

Mots clés : Filière laitière locale ; Impact économique ; Défis fiscaux ; Sécurité alimentaire ; Importations lait

JEL Classification : D4, L11, Q11, Q14

Type du papier : Recherche analytique

Abstract :

This in-depth study highlights the crucial importance of production, marketing, and tax measures related to the dairy sector in Senegal. This sector plays a pivotal role in the national economy, significantly contributing to job creation, income generation, and the revitalization of rural areas. Unfortunately, it faces major challenges, including fierce competition from cheap powdered milk imports and unfavorable taxation that hinders its full potential.

Nevertheless, the local dairy sector remains a vital pillar of the Senegalese economy and is of paramount importance for the food security of the population. To ensure its long-term viability, strategic measures are necessary. This includes the implementation of regulations to balance the milk market and encourage industrial investments in collection.

The study is based on rigorous methodology, involving data collection from various stakeholders in the dairy sector. A thorough literature review, including the analysis of reports from the past decade, has been conducted to assess organizational challenges, product distribution, and the necessary incentives to strengthen investments in this crucial sector. These findings will provide a solid foundation for targeted recommendations aimed at supporting and revitalizing the dairy sector in Senegal.

Keywords: Local dairy industry; Economic impact; Fiscal challenges; Food security; Milk imports.

Classification JEL : D4, L11, Q11, Q14

Paper type: Analytical Research

1. Introduction

La production et la commercialisation de lait au Sénégal jouent un rôle important dans l'économie nationale et des ménages. Elles permettent de répondre à de nombreux enjeux en termes d'emplois, de revenus et de dynamisation des zones rurales où le niveau de pauvreté est élevé (Broutin et al., 2018). Plus de 27 % de la population était engagée dans l'élevage en 2011 (Salla, 2017). La production joue également un rôle de taille dans l'indépendance alimentaire, dans un contexte marqué par la volatilité des cours mondiaux, mais aussi dans l'équilibre de la balance commerciale ainsi qu'au niveau nutritionnel, la production laitière pouvant contribuer à l'amélioration de la qualité du régime alimentaire de la population. Toutefois, la filière lait au Sénégal est marquée par une dichotomie importante : deux-sous filières lait coexistent, une filière « lait local » et une filière « lait importé » (Duteurtre, 2006).

La filière locale est, dans un premier temps, caractérisée par des éleveurs qui se distinguent selon trois systèmes d'élevage (Dia, 2013) :

L'élevage pastoral traditionnel extensif au Nord, caractérisé par un système mixte viande/lait dont le lait, majoritairement autoconsommé, ne représente qu'un faible revenu complémentaire. Le cheptel est principalement composé de races locales ou mixtes dont le potentiel laitier est relativement bas et la production fortement saisonnée. Cette saisonnalité est due à la longue saison sèche qui contraint les éleveurs à partir en transhumance afin de trouver des ressources alimentaires et en eau pour les animaux, l'alimentation du troupeau étant principalement basée sur le pâturage.

Un deuxième système de production est le système agro-pastoral, au centre et au sud. Ces systèmes, dont les finalités de l'élevage sont sensiblement les mêmes que le type précédent, intègrent également l'agriculture dans le système de production, permettant entre autres de valoriser les résidus de cultures pour l'alimentation animale. Le troupeau peut également partir en transhumance une partie de l'année, mais un noyau laitier est souvent sédentarisé.

Enfin, les systèmes intensifs, généralement situés à proximité des villes, affichent une spécialisation dans la production laitière. Le troupeau est majoritairement composé de races laitières importées, pures ou croisées avec des races locales. Ces systèmes sont caractérisés par une alimentation basée sur des fourrages cultivés, l'utilisation de compléments et d'ensilage. L'essentiel de la production est destiné à la commercialisation et est parfois transformé sur la ferme. Ces systèmes restent cependant marginaux à l'échelle nationale, tant en nombre qu'en volumes collectés, mais sont stratégiques pour les laiteries.

Ce lait produit localement est ensuite transformé par différentes catégories d'acteurs qui coexistent. Parmi les acteurs actifs dans la transformation, on trouve des milliers de femmes transformatrices, en milieu rural ou urbain. Elles sont parfois aussi éleveuses et transforment puis vendent quotidiennement quelques litres au marché sous forme de lait frais, caillé, fermenté ou de beurre. Le lait produit localement est également valorisé par un réseau dense d'une centaine de mini-laiteries (Corniaux et al., 2014). Ces petites entreprises privées, situées autour des villes secondaires et à proximité des zones de production, s'approvisionnent et commercialisent le lait local en différents types de produits, principalement en lait caillé, très apprécié des consommateurs sénégalais, dans un rayon assez restreint autour de l'unité. Elles disposent en général d'un niveau d'équipement sommaire et d'une capacité de collecte relativement faible variant entre 25 et 500 l/j (Corniaux, 2015). Enfin, deux industriels travaillent avec du lait local et ont une gamme de produits plus diversifiée (lait pasteurisé ou stérilisé, yaourts, crème, etc.). La poudre de lait importée reste majoritaire dans leur approvisionnement. Les produits sont ensuite écoulés dans des supermarchés, kiosques et boutiques diverses.

La filière lait local est par ailleurs caractérisée par un maillon essentiel, les collecteurs, permettant de faire le lien entre éleveurs et transformateurs. Le système de collecte peut être de

trois types : i) la livraison du lait est effectuée directement par les éleveurs à la laiterie ; ii) la collecte est effectuée par un collecteur privé ou salarié d'une laiterie qui va chercher le lait dans les zones de production avant de l'acheminer jusqu'à la laiterie, le plus souvent à vélo, tricycle ou moto ; iii) des centres de collecte sont approvisionnés par les éleveurs, la laiterie ira ensuite chercher le lait dans les différents centres.

Enfin, de nombreuses organisations professionnelles existent au Sénégal et jouent un rôle important de structuration de la filière. Il en existe une diversité aux niveaux local, régional, national, mais aussi au niveau régional ouest-africain, comme la Fédération nationale des acteurs de la filière lait local du Sénégal (Fenafils), le Directoire national des femmes en élevage (DINFEL), l'Association nationale pour l'intensification de la production laitière (ANIPL) ou l'association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et dans la Savane (APESS) pour n'en citer que quelques-unes.

Toutefois, cette filière lait local doit faire face à des importations conséquentes venues d'Europe. Ainsi, de nombreuses entreprises ont recours à l'utilisation de poudre de lait importée dans leur processus de fabrication. Ferrari (2017) en identifie une vingtaine, basées dans la région de Dakar.

Pensées comme une solution provisoire pour compenser la faible collecte de lait et devant booster le développement des industries laitières (sur la base du modèle flood en Inde), les importations de poudre de lait sont devenues structurelles de la filière au Sénégal (Corniaux, 2015). Ces importations, provenant principalement de l'Union Européenne, bénéficient d'une taxation très faible de 5 % en vue d'encourager l'industrialisation du secteur de la transformation laitière et répondre aux exigences de consommation de la population (Ferrari, 2017), la production locale ne couvrant que 33% de la demande en 2015 (Broutin et al., 2018). Elles ont atteint un niveau très élevé depuis 2003 et sont aujourd'hui le deuxième produit le plus importé après le riz, ce qui représente 28 milliards de Francs CFA en 2014 (Ferrari, 2017). Dès la période coloniale, plusieurs types de produits laitiers importés peuvent être distingués :

- De la poudre de lait, représentant 84 % des importations (ANSD, 2019), qui peut soit être reconditionnée uniquement, soit être utilisée pour la transformation en une gamme diversifiée de produits. Il en résulte des produits peu coûteux, accessibles à une population à faible pouvoir d'achat. Depuis les années 2010, un produit encore moins coûteux voit ses ventes progresser, la fat filled, poudre de lait écrémée à laquelle sont ajoutées des matières grasses végétales (huile de palme). Elle représente plus de 70 % de la poudre aujourd'hui importée en Afrique de l'Ouest (Chatellier, 2019 ; Duteurtre et Corniaux, 2018).

- Des produits finis de type lait UHT, yaourt, beurre, fromage, etc., destinés à une catégorie aisée de la population.

Par ailleurs, Ferrari (2017) met en évidence plusieurs courants de pensées qui se confrontent sur la question de la concurrence des importations de poudre. Certains auteurs revendiqueraient l'aspect destructeur des importations vis-à-vis des producteurs locaux alors que d'autres soulignent la complémentarité entre lait local et lait en poudre dans l'industrialisation laitière, comme une alternative à un approvisionnement local exclusif encore difficilement imaginable. Cette étude cherche à répondre aux différentes questions que sont : Quels sont les principaux défis auxquels fait face le secteur de la production et de la commercialisation du lait au Sénégal et comment peuvent-ils être surmontés pour garantir une croissance durable et inclusive de cette filière ?

Quels sont les défis et les opportunités de la production et de la commercialisation du lait au Sénégal ?

Dans cette étude, nous essayerons d'atteindre les objectifs suivants :

Encourager la production locale de lait en offrant des incitations fiscales et des subventions pour les producteurs locaux. Cela pourrait inclure des allègements fiscaux sur l'équipement et

les fournitures nécessaires à la production laitière, ainsi que des subventions pour la nourriture des animaux et la gestion des pâturages.

Renforcer les accords commerciaux avec d'autres pays pour faciliter l'exportation du lait et des produits laitiers sénégalais. Cela peut impliquer des négociations commerciales bilatérales et multilatérales pour réduire les barrières tarifaires et non tarifaires à l'exportation.

Mettre en place des programmes de sensibilisation pour les consommateurs locaux sur les avantages du lait local et encourager l'achat de produits laitiers fabriqués localement.

2. Production et consommation des produits laitiers locaux au Sénégal

La filière présente des potentiels de croissance certains avec un cheptel important, un secteur de la transformation dynamique et des débouchés en forte augmentation du fait de la croissance démographique et de l'urbanisation.

La filière lait local est cependant aux prises à de nombreuses difficultés internes qui limitent fortement son développement : manque de moyens de conservation, absence d'unité de transformation, la production nationale de lait en 2015 était estimée à 226,7 millions de litre avec 61 % issus du système pastoral et 39 % issus des races métisses et pures importées. Les régions de Tambacounda et de Kédougou sont les plus productrices avec une contribution de 24 %, suivies de Louga avec 14 % et de Kolda et Sédhiou avec 13%.

Qu'il soit local ou importé, la demande nationale en lait en 2017 est estimée à 457,5 millions de litres pour une consommation par habitant de 30 litres/an. Cette demande n'est pas couverte par la production nationale de lait. En 2015, elle ne couvrait que 33 % des besoins.

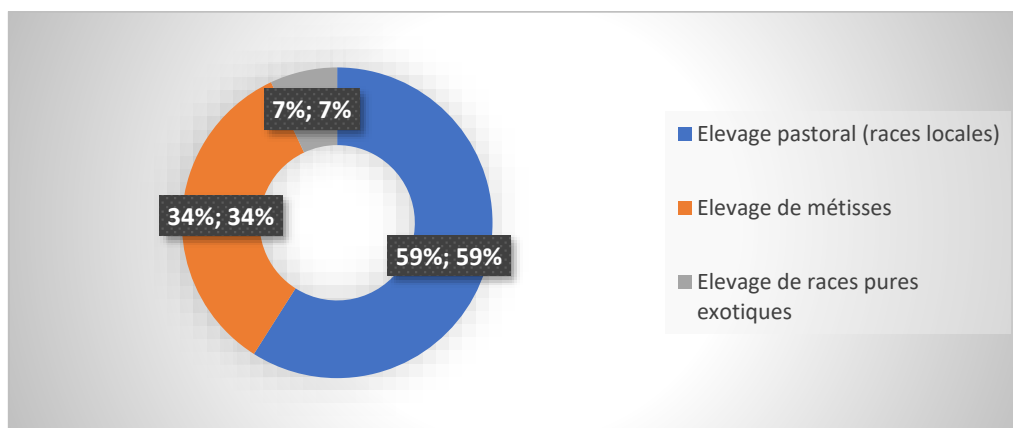
Le pays a donc recours aux importations de produits laitiers pour combler le déficit. La demande nationale de lait est en hausse et on estime qu'en 2018, la consommation par habitant est de 32 litres/an soit 2 litres de plus qu'en 2017.

Les acteurs de la filière sont les ménages producteurs (les éleveurs), les fermes laitières (on en compte aujourd'hui environ une trentaine bien équipée en étables, trayeuses, tanks), les mini laiteries artisanales (unités de transformation laitière ayant des capacités de production comprises entre 30 litres/jour et 500 litres/jour, et produisent essentiellement du lait fermenté et du lait pasteurisé, beurre de vache, crème et fromage).

2.1. Production nationale de lait

La production nationale de lait en 2017 porte sur un volume estimé à 243,5 millions de litres, soit un taux de réalisation de 99%. La figure n° 1, qui en donne la répartition par type d'élevage, laisse apparaître que plus de la moitié (54%) provient de l'élevage pastoral.

Figure 1 : Répartition de la production nationale de lait de 2019 par type d'élevage

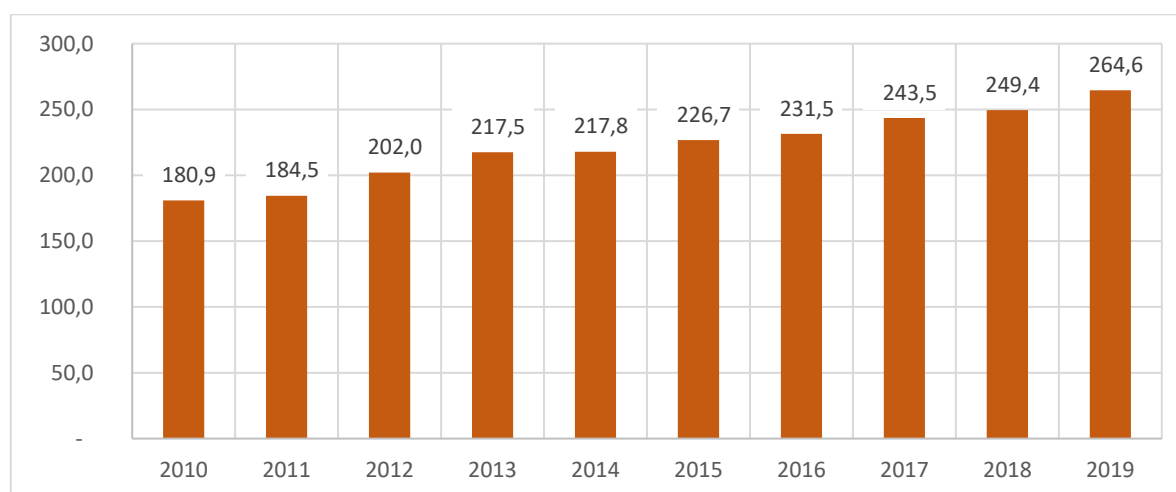


Source : SEP/MEPA 2021

Le non atteint de la cible s'explique également par la contreperformance de l'élevage pastoral, qui a été, cependant, atténuée par les élevages de métisses et de races pures.

Au Sénégal, la production de lait a toujours été insuffisante et incapable de couvrir les besoins de consommation d'une population croissante, dont les habitudes alimentaires sont à base de lait frais et de lait caillé. Malgré les sources d'approvisionnement externes en produits laitiers, option coûteuse à bien des égards, un large fossé subsiste entre l'objectif déclaré du gouvernement sénégalais en termes de consommation par habitant et le niveau de consommation actuel. La production de lait des bovins indigènes est très faible, allant d'un à trois litres de lait par jour (Diao 2005). En conséquence, la production nationale ne couvre qu'un tiers des besoins nationaux. Les importations laitières infligent une perte de change annuelle estimée à XOF 58 milliards (USD 121 millions). C'est pourquoi la politique laitière s'efforce de trouver une place importante dans les politiques économiques du pays. Par rapport à 2016, la production de lait a accusé une hausse de 12 millions de litres, imputables à l'accroissement de la production des élevages de métisses et de races pures, dont les effectifs de femelles laitières ont connu une augmentation entre 2016 et 2017, avec l'entrée en production des métisses nées en 2014 et l'importation de 1077 génisses gestantes à haut potentiel laitier en début 2017 dans le cadre d'un partenariat entre le MEPA et l'Association pour l'Intensification de la Production laitière (ANIPL).

Figure 2 : Evolution de la production laitière locale de 2010 à 2019



Source : SEP/MEPA 2021

Concernant, les importations de lait et produits laitiers, elles ont atteint, en 2017, un volume de 30 660 tonnes¹, soit 211,6 millions de litres équivalents lait² (EqL), provenant pour plus de 95% de l'Union Européenne.

Les principaux pays exportateurs de lait et produits laitiers vers le Sénégal sont l'Irlande (31%), la France (19%) et la Pologne (18%). Comparées à l'année 2016, les quantités de lait et produits laitiers importés en 2017 sont en hausse de 888,5 tonnes, essentiellement constituées de poudre de lait (93% du tonnage importé), dont le volume a enregistré son plus haut niveau depuis 2013, avec un accroissement de 1 048 tonnes. Cette situation pourrait être favorisée par la baisse du prix de la poudre de lait écrémé sur le marché mondial, en rapport avec l'importance des stocks européens au courant de l'année³.

Très peu de produits dans les rayons sont 100 % locaux et même ceux-là sont noyés parmi les produits importés.

¹ Valeur des importations de lait et produits laitiers en 2017 : 34 170 923 478F CFA (Source ANSD)

² Quantité de lait pour un kg de produit laitier donné

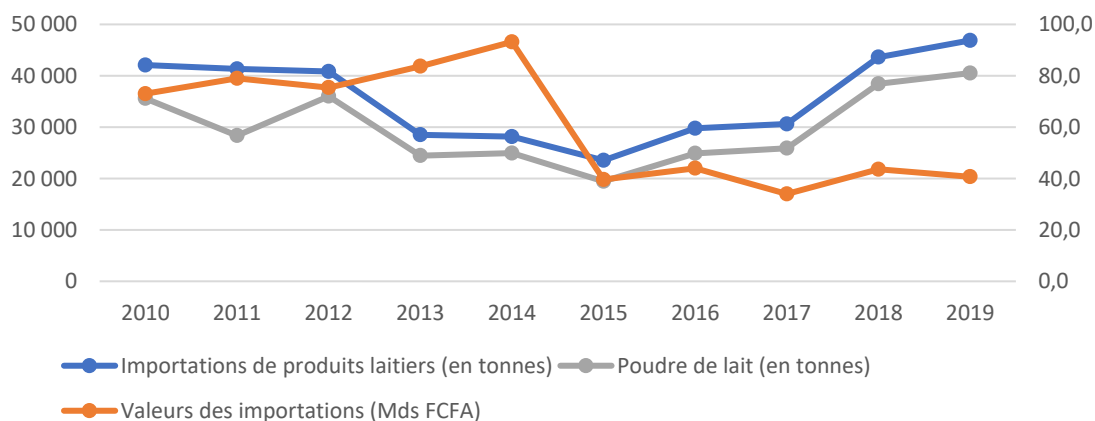
³ Agreste Panorama - n° 5 - décembre 2017

Actuellement, les principaux fournisseurs du Sénégal sont la France (32 %), la Nouvelle-Zélande (16 %), le Maroc (6 %), le Ghana (5 %), les Pays-Bas (5 %), l'Allemagne (4 %) et l'Irlande (2 %).

L'UE représente 53 % des importations sénégalaises, constituées majoritairement par de la poudre de lait, principal intrant des industries laitières sénégalaises.

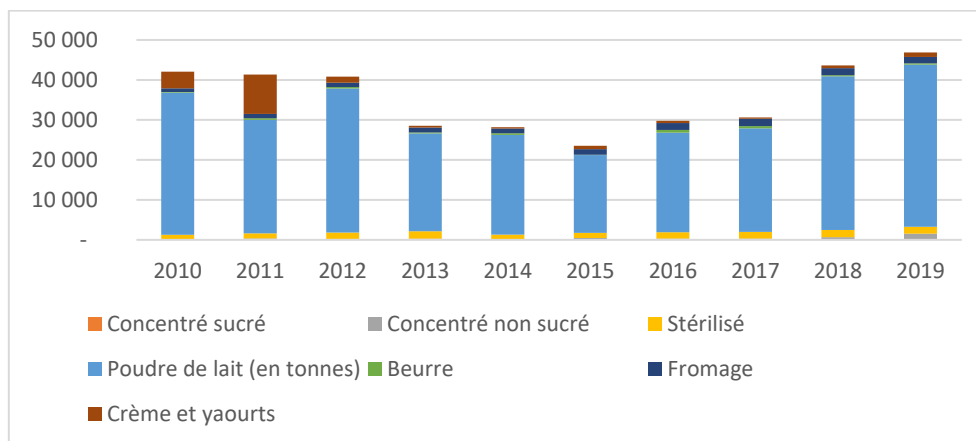
Les exportations et réexportations de lait et produits laitiers ont porté sur un volume de 2053 tonnes constituées de crèmes et de yaourts pour plus de la moitié (53%). Par rapport à 2016, elles connaissent une augmentation de 625 tonnes pour ces mêmes produits dont le volume a quasiment quadruplé.

Figure 3 : Évolution des importations en volumes et en valeurs de 2010 à 2019



Source : SEP/MEPA 2021

Figure 4 : Importations de produits laitiers par catégorie (en tonnes)

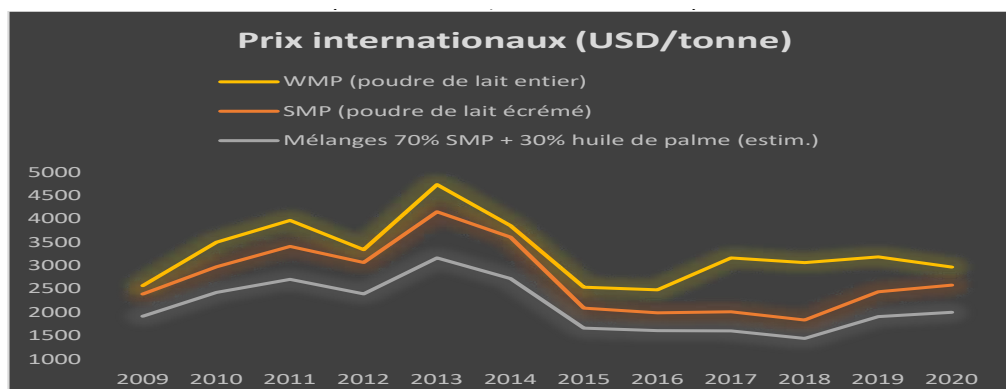


Source : SEP/MEPA 2021

De ce point de vue, l'impact des importations de poudre et des mélanges MGTV est très négatif. Ces matières premières importées viennent concurrencer le lait local, et dissuadent les industriels d'investir dans les équipements de collecte. C'est cet impact négatif qui justifie l'utilisation par de nombreux pays de barrières douanières tarifaires, comme c'est le cas par exemple en Union Européenne, au Maroc ou au Kenya.

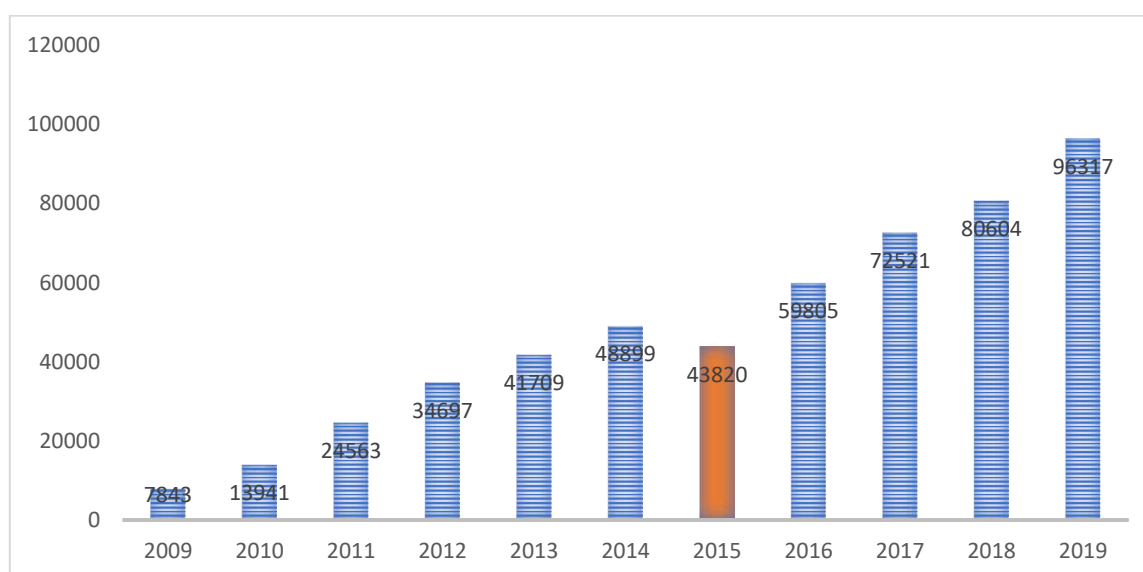
En 2019, l'huile de palme était 13 fois moins chère que le beurre en équivalent matière grasse. En se basant sur le suivi des prix FAO de l'huile de palme et de la poudre de lait, on estime qu'au cours des 10 dernières années, les mélanges MGTV ont été en moyenne 20% moins chers que la poudre de lait écrémé et 30 à 50% moins chers que le lait en poudre entier (Figure 5).

Figure 5 : Prix internationaux des produits laitiers et des huiles de palme et de soja



Source : FAO (2020a) pour les prix du lait. Nos calculs pour les mélanges MG, sur la base des prix de l'huile dans FAO (2020b). L'année 2020 fait référence aux mois de janvier à juillet.

Figure 6 : importations de lait en poudre MG en tonnes

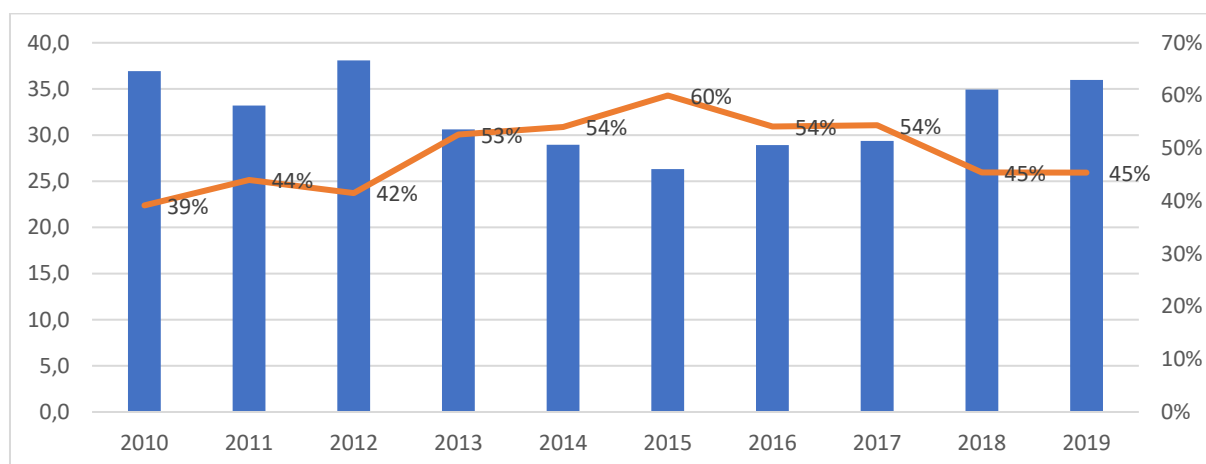


Source : Trademap

2.2. Un accroissement de la demande en produits laitiers

Bien que la consommation de produits laitiers soit bien inférieure à la moyenne mondiale (109 kg/hab/an), les pays sahéliens sont, de façon plus ou moins marquée, des consommateurs de produits laitiers. Au Sénégal, la consommation annuelle est de 54 kg/capita/an (Choplin, 2019). L'Afrique de l'Ouest de manière générale fait aujourd'hui face à une demande croissante en produits laitiers. Bien que la consommation individuelle de ces produits reste relativement stable depuis l'indépendance, la demande ne fait que croître, du fait d'une croissance démographique soutenue, supérieure à 3 % entre 2001 et 2015 (Corniaux 2015, Ferrari, 2017). Cette augmentation de la population est par ailleurs conjuguée à l'émergence d'une classe moyenne et à une urbanisation grandissante, qui s'accompagnent d'un changement des habitudes alimentaires. Les ménages urbains sont d'une part de plus en plus demandeurs en nouveaux produits alimentaires de type occidental : café au lait, yaourts, fromage dans des plats cuisinés, etc., mais sont également de plus en plus regardant quant à la qualité sanitaire des produits (Ferrari, 2017). Parallèlement à cette classe moyenne émergente, mais encore minoritaire, une grande part de la population ne dispose que d'un faible pouvoir d'achat. Cette demande croissante en produits laitiers est aujourd'hui assurée à la fois par l'augmentation de la production locale, mais surtout par l'augmentation des importations de lait en poudre, qui ont atteint 83 milliards de Francs CFA en 2010 (Corniaux, 2015).

Figure 7 : Évolution de la consommation par litre de lait/habitant et la variation de la consommation de 2010 à 2019



Source : SEP/MEPA 2021

2.3. Les principaux produits laitiers locaux

Les produits issus de la sous-filière lait local sont nombreux. Il s'agit généralement de produits peu manufacturés en raison du peu d'investissements dans la sous-filière locale et du niveau de compétence des acteurs.

Le lait cru : il désigne un lait qui vient d'être traité et qui n'a subi aucun traitement. Selon le milieu, la consommation de lait cru est différente. En zone urbaine, il est plutôt rare d'en consommer et difficile d'en trouver.

Le lait pasteurisé : c'est un lait cru ayant subi un traitement appelé la pasteurisation. Il y a relativement peu d'offre en lait local pasteurisé sur le marché sénégalais. Les mini-laiteries en produisent surtout sur commande en raison du manque de débouchés commerciaux accessibles et de la difficulté à maintenir la chaîne de froid requise (entre 4° C et 8° C) pour la qualité et la stabilité du produit.

Le lait fermenté : c'est un produit du lait ayant subi une fermentation lactique grâce à l'action de bactéries lactiques. La plus grande partie du lait fermenté (sucré ou non sucré) produite est issue du marché informel (femmes éleveurs et transformatrices individuelles, ainsi que les mini-laiteries).

Le thiacy : c'est un produit obtenu en mélangeant du lait fermenté et de la semoule de céréales locales (mil, maïs, sorgho). Il est généralement fabriqué dans les ménages, mais il y a sur le marché une grande offre de thiacy prêt à consommer produit à partir de lait en poudre importé et conditionné en pot ou sachet.

Le lait stérilisé : c'est un lait cru ayant subi un traitement appelé la stérilisation. Une seule unité laitière au Sénégal propose du lait stérilisé contenant du lait local (incorporation de lait local à 12% annuellement dans les bouteilles de lait UHT de 1 litre). Il faut dire que l'investissement nécessaire pour s'équiper en matériel de stérilisation est conséquent.

Le beurre de vache ou diw nior (wolof) : c'est un produit traditionnel fabriqué à partir de beurre fermenté puis chauffé. Il reste à l'état liquide et est utilisé en cuisine dans certains plats nationaux.

2.4. Exportation de lait vers la sous-région

Les principaux pays destinataires des exportations et réexportations (88% du tonnage) sont le Mali (66%), la Guinée Bissau (12%) et le Gabon (11%). On note toutefois des différences selon les produits. La figure 5 laisse apparaître que :

- ✓ le Mali reste la principale destination du lait concentré non sucré, des crèmes et yaourts ;
- ✓ la Guinée Bissau concentre la part la plus conséquente des réexportations de poudre de lait ;
- ✓ la Gambie est la destination privilégiée du lait UHT ;
- ✓ le Gabon reçoit la majeure partie des margarines et beurres.

Il est à souligner que pour les crèmes et yaourts exportés, seuls 2% du tonnage global sont produits à partir de lait local, alors que 90% ont été fabriqués à partir de lait en poudre importé comme matière première. Pour le reste (8%), il s'agit de réexportations.

En ce qui concerne la consommation per capita de lait, qui atteint son plus haut niveau depuis 2012, elle est en hausse de 1,3 litre par rapport à 2016, passant de 28,9 à 30,2 litres. Cette amélioration résulte de l'augmentation simultanée de la production locale et des importations de lait. La demande nationale a été couverte à plus de la moitié (55%) par la production locale, comme cela a été le cas pour les années 2013 à 2016.

3. Configuration du marché et mécanisme de prix de produits laitiers locaux

3.1. Le marché

Les produits laitiers locaux sont vendus dans les points de vente mixtes où d'autres produits sont aussi vendus. Ces points de vente sont des marchés, des boutiques, des kiosques et des points de vente sur des places publiques fréquentées.

À Dakar, les points de vente sont constitués de kiosques, de boutiques, de supers marchés et de fermes. À Kaolack les points de vente sont les marchés (Occase, Central, Bou Ndao, au Poisson, Guedj), les boutiques (au quartier Casaphile et au centre-ville), les kiosques, les vendeurs ambulants dans la ville, et les exploitations.

À Richard Toll, les points de vente sont les marchés (Richard Toll, Gumbo), les boutiques (pour les produits de la Laiterie Du Berger) et la mini laiterie de Ndombo. À Kolda, les points de vente du lait local sont d'abord les mini laiteries, les marchés laitiers (en face de la mairie), les boutiques qui sont les distributeurs de ces mini laiteries et les producteurs. Le lait caillé est plus acheté en période de chaleur et le weekend où les familles consomment des plats à base de lait. Les produits laitiers sont proposés dans des conditionnements à la portée de toutes les bourses. Les femmes transformatrices proposent même des louches de 50 et 100 F CFA pour le lait caillé.

À Dakar, en période de fraîcheur, les fermes intensives voient leur production augmenter. Dans les trois autres sites (Kolda, Kaolack et Richard Toll), la saisonnalité est beaucoup plus perceptible. Elle est due à la disponibilité du fourrage en saison des pluies.

À Richard Toll la laiterie du berger voit son volume de lait collecté passer de 1200 L en saison sèche à 5000 L en saison des pluies.

À Kolda en revanche la variation n'est pas perceptible au niveau des mini laiteries qui continuent de recevoir les mêmes quantités de lait pour les deux saisons, mais le marché laitier accueille beaucoup plus de vendeurs de lait. En saison sèche, lors de notre premier passage, seulement trois producteurs étaient présents et en saison des pluies on notait la présence d'une quinzaine de producteurs sur le marché parallèle (en face de la mairie).

3.2. Les prix

✓ Les prix à Dakar

La livraison de lait par les fermiers se fait à bord de voitures frigorifiques. Leurs clients sont l'usine Kiréne (une seule ferme), les distributeurs (kiosques, boutiques, supers marchés etc...), les femmes transformatrices et enfin les consommateurs.

Cependant, les exploitations extensives vendent à la ferme leur lait à 500 FCFA le litre. Le litre de lait cru est vendu à 400 F CFA (à l'usine Kiréne), 500 ou 600 F CFA aux clients livrés ou sur place. Les femmes transformatrices le revendent sous forme de lait caillé à hauteur de 700 F CFA le litre. Certaines fermes font de la transformation et revendent les produits laitiers à des consommateurs ou à des revendeurs. Seule une des fermes enquêtées fait une variété de produits laitiers, vendus à des prix variés (le lait UHT à 1000 F CFA le litre, le fromage à 5000 F CFA le KG etc.). Les fermes extensives vendent leur surproduction au détail (louche de 50 à 100 F CFA) sous forme de lait caillé.

✓ **Les prix à Kolda**

Les exploitations livrent leur lait aux mini laiteries (à vélo), au niveau du marché parallèle (en vélo parfois) et enfin dans la zone de collecte de la Sodefitex (à pied). Les mini laiteries l'achètent à 300 F CFA en saison sèche et 250 F CFA en saison des pluies, la Sodefitex (dont les bassins installés dans les villages lointains) à 210 F CFA en saison sèche et 150 ou 175 F CFA en saison des pluies. Le lait transformé par les mini laiteries est revendu en lait pasteurisé à 500 F CFA le litre aux consommateurs (450 F CFA aux distributeurs) ; le lait caillé en sachets de 1L à 400 ou 500 F CFA, le demi-litre à 200 F CFA et le huitième de litre à 100 F CFA. Notons d'autres produits laitiers (fromage à 5000 F CFA le Kg par exemple) qui sont proposés à des prix variés. Le prix du lait vendu directement par le producteur aux consommateurs est de 300 F CFA le litre, vendu au détail pour le lait caillé (la louche à 50F CFA).

✓ **Les prix à Kaolack :**

Le prix au producteur est de 300 F CFA en zone rurale (Latminguè, et Ndiaffate), 400 F CFA à la mini laiterie de Koutal ; 500 ou 600 F CFA le litre aux consommateurs de la zone urbaine et périurbaine. Les femmes productrices et transformatrices vendent le lait caillé à 350 F CFA en zone rurale ; 500 ou 600 voire 700 F CFA le litre de lait caillé aux consommateurs. Les fermes font la transformation du lait cru en lait caillé en cas de mévente du lait cru et le revendent aux consommateurs au prix de 500 à 600 F CFA le litre. Certaines fermes en stabulation vendent sur place leur lait à des distributeurs à 400 ou 500 F CFA le litre qui le revendent aux femmes transformatrices peules à 500 ou 600 F CFA le litre. Ces mêmes femmes transformatrices vendent le lait caillé au détail (louches de 50 F CFA).

✓ **Les prix à Richard Toll**

Le prix au producteur pratiqué à la Laiterie Du Berger est de 200 F CFA ; 300 F CFA à la mini laiterie de Ndombo et de 500 F CFA dans le marché parallèle. La laiterie du Berger a mis en place son propre réseau de collecte (les éleveurs ne livrent pas leur lait). Sur le marché parallèle, le lait caillé est le plus proposé et se vend en détail (louche de 50 F CFA). La laiterie du berger propose des produits variés tels que le lait frais à 750 F CFA le litre, 400 F CFA le demi-litre. La crème fraîche est vendue à 10 000 F CFA le pot de 5L, 2300 F CFA le pot de 1L et 800 F CFA le pot d'un quart de litre.

D'autres produits laitiers comme le lait caillé, le yaourt fraise, le yaourt vanille sont aussi proposés à des prix variés. La mini laiterie de Ndombo quant à elle ne propose que le lait caillé en sachet d'un quart de litre à 125 F CFA.

4. Description de l'industries laitière sénégalaise

Une typologie sépare les entreprises qui transforment le lait naturel de celles qui utilisent du lait en poudre importé. Les projets industriels et commerciaux pour la transformation du lait naturel ont commencé à émerger dans les années 1990. Cependant, bon nombre d'entre eux ont

abdiqué, en raison des difficultés liées à de fortes variations saisonnières et des quantités de lait collectées trop faibles.

4.1. Essor des mini-laiteries et intérêt grandissant des industries laitières

Face à l'échec du modèle de développement de laiteries industrielles depuis la période coloniale, le milieu des années 1990 est marqué par l'apparition de mini-laiteries. Sous l'impulsion de projets de développement, ce modèle est censé dynamiser la filière du lait produit localement et lutter contre la pauvreté en milieu rural (Corniaux et al., 2005). Ces entreprises ont rapidement connu un essor considérable. Alors qu'on en dénombrait seulement une dizaine dans les années 2000 (Broutin et al., 2007), 69 sont recensées en 2012, dont 48 en activités (Ferrari, 2017), et une centaine en 2019. Malgré leur succès, celles-ci, du fait de leur capacité de transformation limitée, ne sont pas en mesure de répondre à la demande en produits laitiers des consommateurs urbains. Ce sont d'abord les industries laitières qui assurent la couverture des besoins de la population urbaine, depuis leur développement dans les années 1990, grâce à l'utilisation de poudre de lait importée (Corniaux, 2015). Bien que le Sénégal compte un nombre conséquent d'industries laitières, deux seulement intègrent du lait produit localement dans leur processus de fabrication. Toutefois, depuis la fin des années 2000 un nouvel engouement pour le lait local émerge au sein des industries laitières et un certain nombre d'entreprises intègre dans leur production une part de lait collecté. Corniaux (2015), explique l'utilisation croissante de lait local par quatre raisons principales. D'abord, le lait local permet de diversifier l'approvisionnement et d'atténuer les effets de la volatilité des prix de la poudre, notamment après les pics de 2008 et 2013, dates auxquelles le prix du lait reconstitué était très proche du prix du lait local. Deuxièmement, l'utilisation de lait local confère aux produits une qualité supérieure reconnue. Il a aussi un rôle dans la diversification de la gamme de produits, permettant la fabrication de produits gras appréciés sur un marché de niche en pleine croissance. Enfin, l'utilisation de lait local est aussi liée à la responsabilité sociétale des entreprises et l'image positive qu'elle renvoie auprès des consommateurs et décideurs politiques, appuyant ainsi leur légitimité et leur donnant parfois accès à un appui financier. Par ailleurs, outre le fait que des industries se tournent peu à peu vers la transformation du lait local, il est également à noter la mise en place d'un plaidoyer, qui a porté ses fruits, par des entreprises ouest-africaines, dont deux Sénégalaises. Leurs revendications auprès du comité conjoint de gestion du TEC ont abouti à l'ajout d'une nouvelle catégorie de produits, les « produits sensibles », les yaourts notamment, bénéficiant de taxes plus élevées, permettant ainsi d'assurer une certaine protection du marché vis-à-vis de certaines importations (Ferrari, 2017).

4.2. Transformation du lait naturel

Les micro-entreprises « traditionnelles »

Ces mini-entreprises sont principalement entre les mains d'agricultrices et de transformateurs urbains. Une grande partie de la production locale passe par ce système de transformation individuelle dans les zones urbaines et rurales pour produire du lait caillé (lait fermenté), du beurre et de « l'huile de beurre ». Aujourd'hui, on note une présence de plus en plus d'industrie laitière dans les zones de grande production de lait de vache.

Ces unités sont caractérisées par leur emplacement géographique à proximité des zones de production et par des volumes traités plus élevés, même s'ils restent modestes (20 à 400 litres / jour et jusqu'à 700 litres / jour). Le niveau d'équipement est très simple (pots en acier inoxydable, cuisinière à gaz, sacs, glacière et réfrigérateur). Beaucoup de ces unités fonctionnent en dessous de leur capacité et doivent suspendre leurs activités au cours de l'année en raison d'une production à faible et irrégulière.

Ces associations bénéficient d'installations de transformation et de conditionnement (lait cru ou lait caillé), de véhicules de livraison et d'un réseau de points de vente. Même s'il faut relever que ces équipements restent insuffisants par rapport à leurs demandes.

La plupart des mini laiteries enquêtées dénoncent la cherté de ces produits qui rendent leurs coûts de production très élevés.

Les demandes de ces mini laiteries sont que l'État fasse des subventions sur ces produits, un accès au financement pour une amélioration du fonds de roulement leur permettant de faire des ventes à dépôts dans les grandes surfaces de distribution, auprès des boutiques de quartiers et autres, l'installation de kiosques sur les artères routières stratégiques et dans les marchés.

Micro-entreprises à faible technologie

Ce sont les activités de production individuelle de lait caillé, généralement exécutées par des hommes. La majorité des transformateurs laitiers utilisent du lait en poudre fourni par les importateurs et les grossistes. Certains transformateurs sont membres de coopératives laitières qui importent directement le lait en poudre pour la reconstitution.

Unités à petite échelle

Ils sont les unités de transformation de lait reconstitué en lait caillé. La transformation reste traditionnelle et est proche de celle des artisans individuels. Ces unités ont une installation de transformation, d'emballage et de vente. L'hygiène est un problème dans ces unités de transformation, ce qui compromet la qualité de leurs produits.

Petites et moyennes industries laitières

Le nombre de petites unités reconstituant la poudre de lait a augmenté à Dakar au cours des dernières années, avec une augmentation du volume de production et des investissements dans les processeurs modernes. Par conséquent, les produits mis sur le marché sont de plus en plus diversifiés, avec un meilleur conditionnement qui rivalise avec celui utilisé dans l'industrie. Les produits sont également des marques déposées et les canaux de distribution de mieux en mieux organisés, permettant ainsi d'accéder aux principaux points de vente tels que les supermarchés et les commerces de proximité.

Transformation industrielle et Unités de reconditionnement

En plus des petites et moyennes unités de production laitière, plusieurs usines sont impliquées dans la transformation et la distribution de produits laitiers au Sénégal. Certaines de ces unités industrielles sont également impliquées dans le reconditionnement du lait en poudre ainsi que certains producteurs de crème glacée, mais avec un niveau de production très faible.

4.3. Réaction de l'industrie laitière sénégalaise face aux mesures fiscales

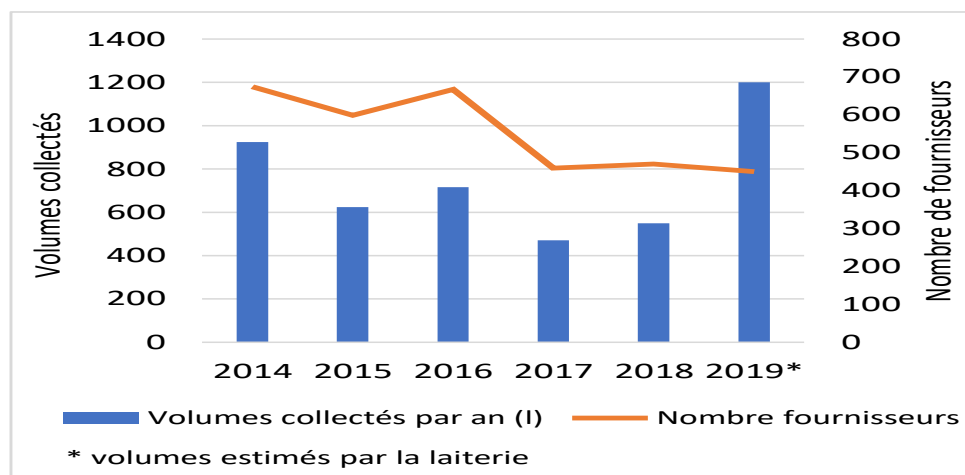
Situation de la Laiterie Du Berger

Seuls deux industriels sénégalais font l'effort de favoriser le lait local. Le groupe Kirène a installé un centre de collecte dans la région de Fatick, en partenariat avec le ministère de l'élevage. Mais l'entreprise pionnière dans ce domaine est La Laiterie du berger (LDB). Entre 2007 et 2019, elle est passée de 200 000 litres de lait collecté à 1,1 million de litres. Arona Diaw, secrétaire général de la LDB, avoue que leurs produits ne sont « *pas très compétitifs* » par rapport aux produits en lait en poudre. Résultat, « *certaines sont confectionnés avec un mélange de lait local et importé, en attendant que l'État prenne des mesures plus protectionnistes* », explique Arona Diaw.

Du point de vue de la collecte, le nombre de fournisseurs était près de 700 en 2016, ils ne sont plus qu'environ 450 en début d'année 2019, avec la volonté de ne pas étendre la collecte à de nouveaux éleveurs, les volumes atteints étant déjà suffisants pour satisfaire les besoins de la laiterie. Un tel constat est justifié par la laiterie par son changement d'orientation. Après avoir réfléchi à l'orientation à prendre, 2016 coïnciderait à un changement de stratégie de la laiterie

et à sa volonté renforcée de se recentrer autour d'un noyau dur d'éleveurs que la laiterie pourra plus facilement accompagner dans l'amélioration de sa production, la sécurisation de leur accès à l'aliment et l'amélioration de leurs revenus. Les difficultés financières auxquelles elle faisait face à cette période pourraient également avoir joué un rôle dans ces décisions.

Figure 9 : Évolution des volumes collectés et du nombre de fournisseurs entre 2014 et 2019 LDB.



Source : LDB

Tableau 3 : Exemple de production et commercialisation du lait local par la Laiterie Du Berger

Prix moyen du lait de collecte (FCFA)	350	
Prix moyen de vente du lait cru aux consommateurs (FCFA)	500	
CAS DE LA LDB	Achat à l'éleveur	320
	Collecteur	60
	Service de conseil à payer	120
	Coût de revient à la LDB	500

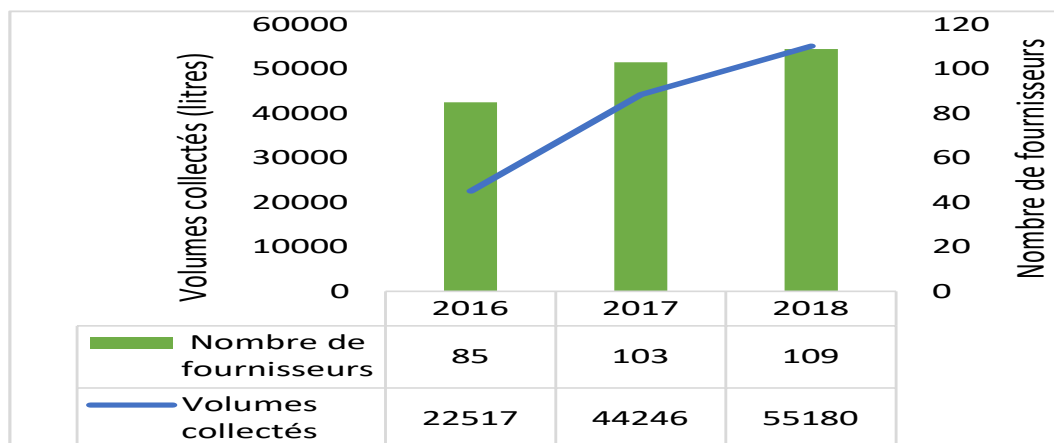
Source : auteur

Situation de la collecte de Kiréne

L'extension du réseau de collecte permet ainsi le désenclavement d'un certain nombre de villages et crée un débouché important pour bon nombre d'éleveurs, principalement des agro-éleveurs sérères, pour qui l'élevage est une activité extrêmement importante et complémentaire de leurs activités agricoles. L'agrandissement du bassin de collecte s'accompagne évidemment d'une adhésion croissante d'éleveurs situés dans les villages environnants, mais aussi de la densification du circuit Fatick-ville, permettant d'atteindre en 2018 le nombre de 109 fournisseurs (Figure 10). En conséquence à cela, les volumes collectés augmentent chaque d'année, s'élevant à un peu plus de 22 500 litres en 2016, et quasiment le double l'année suivante.

L'extension du réseau de collecte permet ainsi le désenclavement d'un certain nombre de villages et crée un débouché important pour bon nombre d'éleveurs, principalement des agro-éleveurs sérères, pour qui l'élevage est une activité extrêmement importante et complémentaire de leurs activités agricoles. L'agrandissement du bassin de collecte s'accompagne évidemment d'une adhésion croissante d'éleveurs situés dans les villages environnants, mais aussi de la densification du circuit Fatick-ville, permettant d'atteindre en 2018 le nombre de 109 fournisseurs (Figure 10). En conséquence à cela, les volumes collectés équivalent augmentent chaque d'année, s'élevant à un peu plus de 22 500 litres en 2016, et quasiment le double l'année suivante.

Figure 10 : Évolution de la collecte de Kiréne entre 2016 et 2018



Source : LDB

Une première décision gouvernementale a soulagé les acteurs laitiers avec l'exonération de la TVA sur le lait pasteurisé produit au Sénégal, entrée en vigueur en février 2019. Mais ce n'est pas suffisant pour structurer une filière laitière locale résiliente, analyse Arona Diaw. Une piste pour faire baisser les coûts de production pourrait être la mise en place d'un régime de subventions aux tarifs de l'énergie, suggère M^{me} Sané, au ministère de l'élevage, assurant que « *des réflexions sont en cours* ».

Les différents acteurs de la filière, soutenus par Oxfam, demandent surtout une augmentation des droits de douane, actuellement de 5 %, sur les importations de lait en poudre depuis l'UE. Ce plaidoyer est mené au niveau de la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour faire émerger une industrie régionale plus compétitive.⁴

4.4. Un approvisionnement des laiteries en lait local qui reste difficile

Malgré l'existence au Sénégal d'un cheptel conséquent, la présence d'une filière structurée, une demande forte en produits laitiers et plus récemment le soutien des politiques pour le développement de la filière locale, celle-ci est confrontée à des difficultés qui freinent son essor. La production laitière se heurte à plusieurs contraintes, liées à la disponibilité limitée en fourrages dans certaines périodes de l'année, ce qui pousse les éleveurs à transhumer et rend la collecte complexe. De plus, le difficile accès aux marchés laitiers n'encourage pas les ménages à investir dans la production, mais préfèrent orienter leur production vers la viande. Le faible accès au capital et aux services est également à considérer parmi les obstacles rencontrés par les éleveurs (Broutin et al., 2018). Ces éléments seront étudiés plus précisément par la suite.

Les acteurs de la collecte et de la transformation se retrouvent ainsi contraints par une production atomisée, basse et saisonnée : faible en saison sèche pouvant engendrer un manque à gagner important pour le transformateur, la production croît en saison des pluies, pouvant parfois être supérieure à la capacité d'absorption des usines. Cette irrégularité d'approvisionnement est accrue par la faible contractualisation avec les éleveurs qui peuvent être « infidèles » à la laiterie lorsque les prix proposés sur d'autres marchés s'avèrent plus intéressants. Outre les problèmes de quantité et de régularité, les industriels rencontrent des difficultés au niveau de la qualité sanitaire du lait, rendant le processus de transformation plus complexe qu'avec de la poudre et une durée de vie des produits inférieure à celle des produits importés ou à base de poudre (Broutin et al., 2018). Les laiteries font ainsi face à des problèmes de qualité liés d'une part aux conditions en amont de la livraison (pratiques d'élevage, hygiène de la traite, etc.), mais aussi au niveau de la collecte et du transport. L'absence d'équipements

⁴ *Théa Ollivier* envoyée spéciale le Monde-Afrique/Sénégal, juillet 2020

de réfrigération du lait à la collecte et l'état des routes et des pistes empruntées pour l'acheminement du lait vers les unités de transformation peuvent affecter sa qualité et occasionner des pertes, le lait étant un produit très périssable.

Les coûts associés à la collecte constituent également un frein à la transformation de lait local. Le prix payé aux éleveurs est généralement supérieur à celui de la poudre, auquel s'ajoutent des coûts de transport importants, lié à l'atomisation de la production, leur distance aux centres de consommation et, bien souvent, l'absence d'infrastructures de collecte (Corniaux et al., 2007). Enfin, comme le souligne Corniaux (2015), travailler avec du lait local nécessite également la gestion des relations avec de nombreux fournisseurs, de leur proposer des services afin d'assurer un approvisionnement régulier en quantité et qualité, et parfois d'assurer aussi la collecte. Face à ces contraintes, les entreprises utilisant du lait local incorporent une part souvent majoritaire de lait en poudre (Corniaux, 2015), qui a l'avantage d'être disponible toute l'année, stable et à un prix actif.

5. Fiscalité sur le lait et les produits laitiers

En dépit des progrès réalisés, à la suite d'investissements relativement importants qui ont été consentis dans la filière, notamment dans l'amélioration du potentiel génétique des races locales, le renforcement des infrastructures pastorales et l'appui à la valorisation du lait local, la production nationale n'a pu suppléer jusqu'ici les importations de lait et produits laitiers, constituées pour l'essentiel de lait en poudre. La filière locale reste particulièrement fragilisée par le caractère bon marché du lait en poudre, dont l'importation est encouragée présentement par des politiques tarifaires favorables dans l'espace CEDEAO.

La fiscalité reste ainsi une contrainte majeure pour le développement de la filière. En effet, dans la situation actuelle, la TVA de 18% est prélevée pour le lait de collecte au même titre que les produits de la catégorie 3 du TEC (Tarif extérieur commun) de l'UEMOA. Or, le lait de collecte est une matière première pour la fabrication d'autres produits laitiers tels que le yaourt, les fromages et le beurre.

À ce problème, s'ajoute l'application de la TVA sur l'aliment bétail mis à disposition des producteurs par les laiteries, qui ne concourt pas à l'augmentation et à la sécurisation de l'offre en lait en saison sèche.

Ainsi, l'une des mesures importantes prises par le Président de la République lors de la célébration la Journée nationale de l'Élevage, en décembre 2017, à Kolda, a porté sur cette question de fiscalité. Le Président a, en effet, pris la décision d'exonérer de la TVA, le lait pasteurisé élaboré à partir du lait cru. Un arrêté du Ministre chargé des Finances sera ainsi pris pour assimiler ce type de lait au lait non transformé, qui figure déjà sur la liste des produits exonérés de première nécessité.⁵

Avec un cheptel aussi important, le Sénégal s'il se donnait les moyens de production, pourrait réduire ses importations de lait et permettre à la filière de se développer. Les producteurs et des partenaires sont à la recherche constante de solutions pour réguler ce marché du lait.

Une étude du Gret réalisée dans le cadre de la campagne « Mon Lait est Local » (Levard et al., 2018) a permis de simuler les impacts de différents scénarios de politiques commerciales sur la filière laitière ouest-africaine. Ce travail souligne le rôle des matières premières importées dans la satisfaction des consommateurs ouest-africains. Le niveau de pauvreté des consommateurs urbains doit être considéré dans toute décision relative à la modification des droits de douane.

Les controverses sur la cohérence des politiques proviennent des tensions qui existent entre le développement des importations européennes de lait et les ambitions de développement du secteur laitier local. Si les importations de lait en poudre en Afrique de l'Ouest sont

⁵ *Rapport de revue sectorielle 2018*

relativement anciennes (Pinaud, 2013) celles-ci ont été fortement relancées par les récents changements de politiques.

En Afrique de l'Ouest, la constitution du marché commun a abouti à la mise en place d'un tarif extérieur commun (TEC) qui est entré en vigueur en 2000 pour l'UEMOA et en 2015 pour la CEDEAO. Ce TEC a entériné l'abaissement définitif des droits de douane sur les importations de poudre de lait et de mélanges MGTV à seulement 5% de leur valeur. Mais en même temps, plusieurs politiques nationales et régionales étaient lancées en vue de promouvoir le développement de la production laitière locale (Corniaux et al., 2014). De nombreux acteurs de la société civile réclament aussi la suppression de la TVA sur les produits élaborés avec du lait local afin de favoriser les investissements des industriels dans la collecte.

En Europe, la suppression des quotas laitiers en 2015 a relancé le positionnement des industriels laitiers sur la conquête de nouveaux marchés à l'export, notamment en Afrique, tandis que de nombreux programmes de développement étaient financés par la Commission Européenne pour appuyer le développement de l'agriculture et de l'élevage dans les pays sahéliens, notamment via la constitution en 2018 de l'Alliance Sahel.

Enfin, à l'échelle internationale, certains acteurs vont jusqu'à demander la révision des règles de l'OMC sensées autoriser le « dumping » (sic) des pays exportateurs par le jeu des aides directes et indirectes aux éleveurs de l'Union Européenne.

Taux des droits d'accise et autres taxes spécifiques selon le produit (DGID, CGI 2013)

- ✓ 12% pour les beurres, crèmes de lait et les succédanés ou mélanges contenant du beurre ou de la crème, quelles que soient les proportions du mélange
- ✓ 5% pour les autres corps gras

Créée en 2014, cette plateforme est un espace d'apprentissage, d'échanges, de promotions d'innovations et de synergie d'actions pour le développement des chaînes de valeur du lait local. Elle regroupe, l'APESS, la Coopérative laitière de Dagana, la Laiterie du Berger (LDB), les vendeurs d'aliments et d'intrants, les distributeurs de matériels laitiers et tous les acteurs de la chaîne de valeur présente dans la zone.

Les actions de plaidoyer et de renforcement de capacités de cette plateforme lui ont permis de mobiliser 800 éleveurs autour d'elle avec une dynamique organisationnelle émergente symbolisée par l'APESS ; cette dynamique a permis de mettre à la disposition des éleveurs 500 tonnes d'aliments bétail et 600 tonnes de fourrages, de collecter 1 million de litres de lait auprès des éleveurs membres, de réaliser 1,2 milliards d'achats cumulés auprès des éleveurs et de créer plus 1000 emplois dans sa zone.

Avec une meilleure structuration des membres, la suppression de la TVA sur le lait pasteurisé (qui a permis à la Laiterie du Berger d'augmenter le prix du lait au producteur), l'adoption des technologies émergentes par les producteurs (culture fourragères...) et la bonne dynamique d'échanges entre les acteurs et l'esprit de partenariat développé pour que chacun y trouve son compte, la mise à l'échelle de ce type de modèle est un bon outil pour non seulement booster la production laitière, mais aussi pour créer des millions d'emplois pour les jeunes.

Au Sénégal en 2017, un comité ad hoc composé des Ministères en charge de l'Élevage et des Finances et des OPE a été mis en place dans le but de travailler à alléger la fiscalité qui plombe la filière. Ainsi en 2018, le comité a obtenu la suppression de la TVA sur le lait pasteurisé, ce qui a permis à la LDB d'augmenter de 42% le prix du lait au producteur qui est passé de 232 F CFA à 400 F CFA.

L'adoption d'un tel modèle par les États membres de la CEDEAO permettra de créer les conditions favorables pour la promotion du lait local.

Les activités à mener consistent à sensibiliser les États sur la nécessité de supprimer la TVA et toute autre taxe susceptible de freiner l'investissement dans la chaîne de valeur lait local.

Les impacts potentiels de l'élévation des droits de douanes sur les prix des produits pourraient d'ailleurs être compensés par la baisse de la TVA sur les produits élaborés à base de lait local.

Levard et al. (2018) recommandent aussi que les niveaux de taxation soient différents entre les mélanges MGV et la poudre de lait entier, avec des niveaux plus élevés pour les mélanges MGV (de l'ordre de 30% pour le scénario 5 de l'étude). Enfin, les autres soulignent les impacts des importations sur les recettes publiques par le biais des taxes aux importations, qui doivent là aussi être considérées dans l'impact de ce commerce.

Ces recommandations fiscales vont à l'encontre des régimes de libéralisation prévus par le projet d'Accord de Partenariat Économique (APE) en cours de discussion entre l'Union Européenne et la CEDEAO. Cet accord envisage en effet une suppression des droits de douanes à l'importation pour les poudres de lait et les mélanges MGV (Levard et al., 2018).

Pour rendre le lait local plus attractif pour les industriels selon (Duteurtre G., Corniaux C., De Palmas A., 2020), il est impératif de mettre en place des mesures fiscale. Ces mesures concerneront l'exonération du matériel de traite, de pasteurisation et de transformation du lait local, et dans une moindre mesure l'aliment de bétail. Elles concerneront surtout l'exonération de TVA pour les produits laitiers fabriqués à base de lait local. Il ajoute d'autre part que ce type de mesures semblent être difficile de mettre en place en raison des mélanges pratiqués entre lait local et lait en poudre dans les processus de fabrication de certains produits laitiers. Mais la mesure aurait l'avantage de profiter, à priori, à la fois aux producteurs et aux industriels s'ils transforment le lait local.

Ces mesures doivent tenir compte du pouvoir d'achat des consommateurs et du disponible laitier local. En cas d'application brutale, les effets d'une telle mesure pourraient en effet être néfastes pour la consommation urbaine. Il convient donc d'envisager la hausse progressive de ces taxes, au rythme de l'augmentation de la collecte, tout en appuyant les consommateurs les plus pauvres ainsi que les investissements dans les infrastructures de collecte du lait (Levard et al., 2019).

6. Conclusion

En résumé, la production et la commercialisation du lait au Sénégal ont un rôle crucial dans l'économie nationale et des ménages. Cela répond à plusieurs enjeux, notamment en termes d'emploi, de revenus, de dynamisation des zones rurales et d'indépendance alimentaire. Cependant, la filière laitière au Sénégal est marquée par une importante dichotomie entre deux sous-filières : le lait local et le lait importé. La filière locale se caractérise par trois systèmes d'élevage différents : l'élevage pastoral traditionnel extensif, le système agro-pastoral et les systèmes intensifs. Le lait produit localement est ensuite transformé par différents acteurs, notamment des femmes transformatrices, des mini-laiteries et des industriels. La filière laitière locale est également soutenue par un maillon essentiel, les collecteurs, qui font le lien entre les éleveurs et les transformateurs. Malgré les défis auxquels elle est confrontée, la filière laitière locale reste un élément clé de l'économie sénégalaise et est cruciale pour la sécurité alimentaire de la population.

La filière laitière sénégalaise est fragilisée par les importations massives de lait en poudre bon marché, encouragées par des politiques tarifaires favorables dans l'espace CEDEAO. La fiscalité constitue également une contrainte majeure pour le développement de la filière, notamment la TVA prélevée sur le lait de collecte au même titre que les produits de la catégorie 3 du TEC de l'UEMOA, ainsi que sur l'aliment bétail mis à disposition des producteurs par les laiteries. Le Président de la République a pris la décision d'exonérer de la TVA le lait pasteurisé élaboré à partir du lait cru, mais d'autres mesures doivent être prises pour réguler ce marché du lait. En Afrique de l'Ouest, les importations de lait en poudre ont été relancées par les changements de politiques nationales et régionales, tandis que la suppression des quotas laitiers en Europe a favorisé la conquête de nouveaux marchés à l'export. La révision des règles de l'OMC est également demandée pour éviter le "dumping" des pays exportateurs. La suppression

de la TVA sur les produits élaborés avec du lait local est réclamée afin de favoriser les investissements des industriels dans la collecte.

Références :

- (1). **Actes de l'atelier tenu à Bamako** du 15 au 17 septembre 2010 Filière Lait Local en Afrique de l'Ouest, rôle des OPR, des petits et moyens éleveurs dans la pleine expression de son potentiel
- (2). **Azapagic A., Perdan S. 2000.** Indicators of sustainable development for industry: A General Framework. Trans IChemE, 78: 243-261. doi: 10.1205/095758200530763.
- (3). **Ba Diao M., Senghor C.D., Diao B., 2002.** Les femmes dans la filière lait périurbaine au Sénégal. Cas de la région de Kolda. Revue Elev. Méd. Vet. Pays trop., 55, 299-304.
- (4). **Broutin C., Levard L., Goudiaby M.C., 2018,** Quelles politiques commerciales pour la promotion de la filière « lait local », Paris, Gret, CFSI, 100 pages
- (5). **CNIEL, 2018 :** « L'économie laitière en chiffres », Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière (CNIEL), Paris, Edition 2018, 192 p.
- (6). **CNIEL, 2020 :** « Responsabilité sociétale de la filière laitière française », France Terre de Lait, 80 p. <https://backend.franceterredelait.fr/wp-content/uploads/2020/09/Rapport-RS-Versionnum%C3%A9rique.pdf>
- (7). **Corniaux C. et Duteurtre G., 2018a :** « Etude relative à la formulation d'un programme régional de promotion des chaînes de valeur lait local au sein de la CEDEAO, de la Mauritanie et du Tchad », Rapport provisoire, Etude réalisée par le CIRAD pour le compte du Hub Rural dans le cadre de l'Offensive lait CEDEAO, Dakar, octobre 2018, 105 p. + annexes
- (8). **Corniaux C. et Duteurtre G., 2018b :** « Pour une alliance renouvelée entre industriels et éleveurs laitiers en Afrique de l'Ouest », Note d'orientation, Décembre 2018, Oxfam, CIRAD - Montpellier, 8 p. <https://agritrop.cirad.fr/590517/1/Note%20orientation%20FR2.pdf>
- (9). **Corniaux C., Duteurtre G. Broutin C. (eds.). 2014.** Filières laitières et développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest: l'essor des minilaiteries. Karthala, Paris.
- (10). **Corniaux C., Duteurtre G. Broutin C. (eds.). 2014.** Filières laitières et développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest: l'essor des minilaiteries. Karthala, Paris.
- (11). **Corniaux C., Duteurtre G. et Broutin C., 2014 :** Filières laitières et développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest : L'essor des minilaiteries, Karthala, Paris, 229 p.
- (12). **Corniaux C., Duteurtre G., Dieye P.N., Pocard-Chapuis R. 2005.** Les minilaiteries comme modèle d'organisation des filières laitières en Afrique de l'ouest : succès et limites 58 (4) : 237-243.
- (13). **Corniaux, C., Alary V., Cloarec M... 2009.** Poids de l'élevage dans l'économie monétaire des ménages et vulnérabilité des agro-éleveurs en zone "Office du Niger" (Mali). Rencontres autour des recherches sur les ruminants 16 : 341-344.
- (14). **Corniaux, C., Alary V., Cloarec M... 2009.** Poids de l'élevage dans l'économie monétaire des ménages et vulnérabilité des agro-éleveurs en zone "Office du Niger" (Mali). Rencontres autour des recherches sur les ruminants 16 : 341-344.
- (15). **Dia D. 2013.** Etude relative à la formulation du programme d'actions détaillé de développement de la filière lait en zone UEMOA. Annexe 7 : Rapport Sénégal. Dakar, UEMOA/CIRAD.
- (16). **Diao M.B. 2005.** Structures des filières et offre en lait et produits laitiers. Réseau de Recherche et d'Échanges sur les Politiques Laitières. Document de travail n°1, 47p.

- (17). **Duteurtre G. et Corniaux C., 2018** : « Le commerce de « poudre de lait ré-engraissée » : Situation et enjeux pour les échanges Europe – Afrique de l’Ouest », étude réalisée à la demande d’SOS Faim et d’Oxfam, CIRAD Montpellier, Octobre 2018, 43 p.
- (18). **Duteurtre G. et Corniaux C., 2019** : « Les filières de commercialisation des produits issus de l’élevage des ruminants en Afrique », in Richard D. et al. (coord.) : Dynamique des élevages pastoraux et agropastoraux Afrique intertropicale », Quae, Versailles, pp. 141-186
- (19). **Duteurtre G., 2007** : « Commerce et développement de l’élevage laitier en Afrique de l’Ouest : une synthèse », Revue d’élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux, 60 (1-4), pp. 209-223.
- (20). **Duteurtre G., 2019** : « Les produits laitiers africains à l’épreuve de la libéralisation : Des traditions laitières en danger, un patrimoine à valoriser », communication aux 3èmes Rencontres Internationales “Lait, vecteur de développement” de Dakar, 12-13 juin 2019, 11p. en ligne sur : https://colloque.inra.fr/lait2019/content/download/3873/41610/file/DUTEURTRE_Diversit%C3%A9%20des%20produits%20laitiers.pdf
- (21). **Duteurtre G., Corniaux C., De Palmas A., 2020** : « Lait, commerce et développement au Sahel : Impacts socioéconomiques et environnementaux de l’importation des mélanges MGVS européens en Afrique de l’Ouest ». Rapport pour les Groupes « Les Verts » et « S&D » du Parlement Européen, CIRAD, Montpellier, 74 p. + annexes, Document téléchargeable sur <https://agritrop.cirad.fr/597139/>
- (22). **Duteurtre G., Corniaux C., 2019**. Business et investissements des multinationales laitières. In : Bourgoin Jeremy (ed.), Corniaux Christian (ed.), Touré Labaly (ed.), Cesaro Jean-Daniel (ed.). Atlas des dynamiques observées dans le bassin de collecte de la Laiterie du Berger. Dakar : CIRAD, p. 42-43.
- (23). **Duteurtre, G. 2007**. Commerce et développement de l’élevage laitier en Afrique de l’Ouest: une synthèse. Revue d’élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux 60 : 209-223.
- (24). **Eva TOURNAIRE 2019**, Dynamique des systèmes de collecte de lait au Sénégal Cas de la Laiterie du Berger et de Kirène, Mémoire de fin d’étude Ingénieur Systèmes Agricoles et Agroalimentaires Durables au Sud Option : DARS (Développement Agricole et Rural au Sud).
- (25). **FAO, 2015**. FAO. 2015. Faostat, base de données de la FAO.
- (26). **FAO, 2015**. FAO. 2015. Faostat, base de données de la FAO.
- (27). **ISRA-BAME 2009**. Mon lait, je l’aime local : produits et savoir-faire laitiers en Afrique de l’Ouest. ISRA, GRET, CIRAD. Dakar : 26 p.
- (28). **Journal officiel de la République du Sénégal** numéro spécial vendredi 30 mars 2018 163e année - n° 7082
- (29). **Levard L. et al., 2019** : "Politique commerciale, politiques fiscales et filières laitières en Afrique de l’Ouest : Analyse de cinq scénarios possibles d’évolution des politiques dans quatre pays de la région (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal)", Etude coordonnée par L. Levard, avec les contributions de C. Broutin, M.C. Goudiaby, M. Hainikoye, K. Kaboré et M. Traoré, et avec le soutien financier d’Oxfam et des bailleurs du projet Goln, GRET, Paris, 80 p.
- (30). **Ministère de l’Élevage et des Productions Animales** – Rapport de revue sectorielle 2018
- (31). **Ministère de l’élevage et des produits animaliers**, projet d’appui au développement et à la modernisation de la filière laitière, fiche synoptique 2019
- (32). **Missohou (2020)** La chaîne de valeur du lait et des produits laitiers Situation face à la COVID-19 et Stratégies des acteurs au Sénégal Note d’information et d’analyse

- (33). **Ouedraogo S., Doanio H. 2007.** Déterminants de la consommation de lait frais pasteurisé local à Ouagadougou au Burkina Faso. *Revue Élevage médecine vétérinaire Pays tropicaux*, 60 (1-4) : 59-65.
- (34). **Oxfam, CIRAD 2018.** Pour une alliance renouvelée entre industriels et éleveurs laitiers en Afrique de l'ouest.
- (35). **Seck M., Marshall K., Fadiga M.L. 2016.** Cadre de politique pour le développement de la filière laitière au Sénégal (ILRI Project report). CGIAR : 65 p.
- (36). **Seck, M., Marshall, K. et Fadiga, M.L. 2016.** Cadre de politique pour le développement de la filière laitière au Sénégal. ILRI Project report. Nairobi, Kenya: Institut International de Recherche sur l'Élevage.
- (37). **Sow Dia F., Somda J., Kamuanga M. 2007.** Dynamique des filières laitières en zone sahélienne : cas de l'offre et de la demande du lait en zone agropastorale centre du Sénégal. *Revue Élevage médecine vétérinaire Pays tropicaux*, 60 (1-4) : 77-88.
- (38). **Sraïri M.T., Chatellier V., Corniaux C., Faye B., Aubron C., Hostiou N., Safa A., Bouhallab S., Lortal S., 2019 :** "Réflexions sur le développement du secteur laitier et sa durabilité dans différentes parties du monde" INRA Productions Animales, 2019, 32 (3), 339-358 Tallec F., Bockel L. 2005. L'approche filière : Analyse fonctionnelle et identification des flux. FAO : 23 p.
- (39). **Tandia A., Sokona K., Broutin C., François M. 2002.** Le rôle moteur des petites entreprises de transformation dans la filière lait au Sénégal. *Micro et petites entreprises rurales*, 25-26.
- (40). **Tondel F. 2019.** Dynamiques régionales des filières d'élevage en Afrique de l'Ouest : Etude de cas centrée sur la Côte d'Ivoire dans le bassin commercial central
- (41). Une poudre qui alimente la controverse plus qu'elle ne nourrit les Africains 2019. Faim. [consulté le 02 novembre 2020]. <https://www.sosfaim.be/une-poudre-qui-alimente-la-controverse-plus-quellene-nourrit-les-africains/> UE, 2018 : « Milk market Observatory : last updates », including "MILK-Extra EU Trade", available on https://ec.europa.eu/agriculture/market-observatory/milk/latest-updates_en
- (42). **Union européenne s. d.** Accords de partenariat économiques (APE) : Petit guide narratif pour mieux les comprendre
- (43). **Vitalait et Vivalait, c'est pas du lait 2020.** Faim. <https://www.sosfaim.be/vivalait-et-vitalait-cest-pas-du-lait/>
- (44). **You G. 2015.** Contractualisation et modes de coordination dans la filière laitière. *Économie rurale. Agricultures, Alimentations, Territoires*, (345) : 87-100. doi: 10.4000/economierurale.4580.